

Souvenons-nous aussi du **bilan calamiteux de Macron** :

- **pénurie de masques** au début de la pandémie de Covid. Le bilan officiel, **148 130 décès** au 24 mai 2022, place la France au 12^{ème} rang de l'Union européenne derrière les pays suivants : Finlande, Danemark, Chypre, Hollande, Malte, Irlande, Allemagne, Luxembourg, Suède, Estonie et Autriche.
- **interdiction aux médecins de ville de prescrire les médicaments disponibles** ayant fait leurs preuves ailleurs (Ivermectine dans certaines régions de l'Inde, protocole Raoult dans plusieurs pays d'Afrique notamment),* ce qui a eu pour conséquence de faire « exploser » l'hôpital public : « **perte de chance** » pour les autres malades, **épuisement des soignants**, qui désertent, avec pour conséquence la **fermeture de services d'urgences à l'été 2022, faute de personnel**.
- alors qu'une **majorité d'entre nous refusaient** l'injection d'un **vaccin expérimental**, il nous a contraint à en accepter **une**, puis **deux**, puis **trois doses** – et ce n'est pas fini : il reste encore *quatre* doses, **les injections reprendront** s'il retrouve les pleins pouvoirs, y compris pour les enfants : 12 millions de doses de **vaccins Pfizer pédiatriques** livrés au 24 avril 2022.*

En cinq ans, Macron a fracturé la France. Souvenons-nous des dizaines de **Gilets jaunes mutilés par les violences policières** ! 353 d'entre eux ont été blessés à la tête, dont 30 éborgnés, par des tirs de lanceurs de balles de défense – LBD –, d'après le décompte du journaliste David Dufresne au 29 avril 2021.

Quant à Le Pen, arrivée en tête dans 87 circonscriptions lors des élections présidentielles de 2022, elle répète que « *la logique des institutions veut que le président de la République obtienne une majorité législative* » (Paris Match, 19 mai 2022, p. 42). Il est donc **inutile de voter pour ses candidats**, car elle **ne souhaite pas que le RN soit majoritaire** lors des prochaines élections législatives. Elle avait l'intention, si elle avait été élue présidente le 24 avril, de **changer le mode de scrutin**, puis **dissoudre l'Assemblée** élue le 19 juin 2022 pour avoir une Assemblée à sa botte.* Il suffit de regarder ailleurs pour se rendre compte que, là où des **dictateurs ont pris le pouvoir**, ils le gardent. « Essayer » l'extrême droite, comme disent certains, c'est **la subir pendant des dizaines d'années...**

Le Pen **nous trompe** en faisant mine de croire que la France est à

terre à cause des immigrés pauvres. En réalité, comme François Ruffin le montre dans son film *Merci Patron !*, **ce sont les grands patrons qui ont provoqué le chômage de masse en délocalisant depuis la fin des années 1980** la production de tout ce que nous consommons en France : si ces produits étaient fabriqués en France, nous aurions tous un travail ! Les **immigrés pauvres**, qui n'ont **aucun pouvoir de décision et sont absents des zones rurales**, ne sont en rien responsables des difficultés économiques des Français...

Une mesure figurant dans le programme de Le Pen a été passée sous silence pendant la campagne : **l'expulsion des étrangers** en situation régulière de **620 000 logements HLM et 90 000 logements étudiants**, ce qui pourrait susciter en retour des violences urbaines.*

Désormais, le plus grand risque est l'explosion... nucléaire :

Un accident dans nos centrales nucléaires vieillissantes est prévisible: elles ont **largement dépassé la durée d'exploitation** initialement prévue par leurs concepteurs, qui n'avaient même pas jugé utile de les mettre « hors d'eau » : leurs **toits en béton brut** sont **endommagés par la pluie depuis plus de 40 ans !***

Macron et Le Pen ont tous deux annoncé la construction de **nouveaux réacteurs nucléaires** : 14 EPR d'ici 2050 (Macron) ; 10 EPR avant 2031 plus 10 EPR2 avant 2036 (Le Pen, qui veut aussi la suppression de toutes les éoliennes, la réouverture immédiate de Fessenheim et le **prolongement** de la durée de tous les réacteurs actuels **jusqu'à 60 ans**).* Un irréversible **accident nucléaire adviendra forcément** avant cette échéance...

Si Macron obtient sa majorité législative le 19 juin 2022 ou si Le Pen est élue présidente en 2027, combien d'entre nous ne seront bientôt plus là pour voter ? Il est impératif de les empêcher de mettre en œuvre leurs plans mortifères !

Pour cela, il y a **une solution** : **élire au moins 289 député-e-s** de la **Nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES)**, qui a investi un-e **candidat-e unique** dans chaque circonscription.

En donnant la majorité à ces députés lors des élections législatives les 12 et 19 juin 2022, **nous priverons** Macron de ses pouvoirs en le contraignant à **nommer un Premier ministre** de cohabitation* qui aura les mains libres pour **bâtir une**

société d'entraide par les **mesures concrètes suivantes**** :

- **Abroger la réforme BORNE** sur l'assurance chômage.
- Porter immédiatement à **1 500 euros mensuels le SMIC** (en accompagnant les TPE-PME) et le minimum pour une **retraite à taux plein**, ainsi que l'**allocation adultes handicapés (AAH)**, et à **1 063 euros le minimum vieillesse**.
- Rétablir la **retraite à 60 ans** avec 40 annuités de cotisation.
- Créer la garantie d'autonomie : personne ne touchera moins que le seuil de pauvreté (**1 063 euros**), de **18 ans à la retraite**.
- **Rembourser les soins à 100 %** par la Sécurité sociale.
- **Réduire la TVA** sur les produits de première nécessité.
- Réindustrialiser la France de façon écologique en investissant **200 milliards d'euros sur cinq ans** pour développer l'**emploi** et la **formation**, et **rétablir des pôles publics** dans l'énergie, les transports et la santé, gérés démocratiquement.
- Créer au moins **un million d'emplois** grâce à l'investissement dans la bifurcation écologique et sociale.
- Rétablir et renforcer l'**impôt de solidarité sur la fortune (ISF)**.
- Planifier avec les communes l'installation de **commerces de proximité**, **soutenir financièrement l'installation** de commerces de première nécessité et d'artisans.
- Passer à **100 % d'énergies renouvelables**, etc.**

Pour le 3^{ème} tour de l'élection présidentielle, qui aura lieu lors des élections législatives, ne votons pas pour les députés du parti présidentiel **Renaissance** (ex La République en marche, LREM) ni pour leurs alliés regroupés sous l'intitulé « **Ensemble !** »

Choisissons pour Premier ministre Jean-Luc Mélenchon en élisant une majorité de député-e-s de la NUPES Nouvelle union populaire écologique et solidaire (choisir le-la candidat-e unique investi-e par LFI, EELV, PCF et PS)

Aux urnes citoyens et citoyennes, les 12 et 19 juin 2022 !

Avec nos bulletins de vote, nous pouvons instaurer une **cohabitation** et **donner enfin le pouvoir à une vraie gauche** qui nous protège.

* Voir les sources : www.santepublique-editions.fr/legislatives2022.html

Veillez diffuser largement ces informations ! *Ne pas jeter sur la voie publique.*

Appel au peuple

Oui, il est encore possible de barrer la route à Macron !

Le 26 mai 2022, 9h, mis à jour le 30 mai

UNISSONS NOS VOIX

pour priver le président Macron de tout pouvoir de nuire

Nous, électeurs, avons **encore une chance d'empêcher Macron de détruire** le fragile équilibre économique de notre territoire.

Partout en France, **mer, montagne, campagne**, où la première **ressource économique** est le **tourisme, la saison**, pour des raisons climatiques, ne dure **pas plus de quatre mois**. Mais l'**augmentation de quatre à six mois*** de la **période travaillée** pour obtenir une **indemnisation** par Pôle emploi et le **nouveau calcul* du montant** de l'allocation, déjà en vigueur depuis l'automne 2021, vont dynamiser le recours aux **travailleurs saisonniers** : ne pouvant plus vivre de ce travail, ils **devront changer de métier** ou **travailler au rabais** 15 à 20 h par semaine en contrepartie du RSA et **les employeurs ne trouveront plus de personnel compétent**.

Les **jeunes** sont **particulièrement pénalisés** par cette réforme car ils ne sont **pas indemnisés** après leur **première saison**. Que deviendra notre territoire quand cette réforme aura **contraint les plus dynamiques à l'exode** pour trouver du travail ailleurs ?

En nommant **Première ministre Elisabeth Borne** qui a mis en place cette réforme en tant que ministre du Travail, Macron a clairement affiché sa **détermination à continuer la casse** :

- recul de l'âge de la retraite à 65 ans, alors qu'**un quart des travailleurs pauvres sont déjà morts avant 62 ans** et que **73 % des salariés sont déjà au chômage** quand ils arrivent à la retraite à **62 ans**. Aujourd'hui, si l'on n'a pas 41,5 annuités, il faut attendre **67 ans** pour toucher sa retraite à **taux plein**. Avec Macron ce sera 43 annuités, puis 45. Combien d'entre nous serons **morts avant de toucher notre pleine retraite à... 70 ans ?**
- **travail obligatoire** pour les allocataires du RSA de 15 à 20 h par semaine.